



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté préfectoral portant déconsignation de la somme de 268 439 € (deux cent soixante-huit mille quatre cent trente-neuf euros) correspondant au montant des garanties financières constituées conformément au b du I de l'article R.516-2 du code de l'environnement par la société KIMBERLY-CLARK, sur le site ZAC de Villey-Saint-Etienne sur le territoire de la commune de Villey-Saint-Etienne

N° 2024-0365
AIOT 0006200720

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L.516-1, R.516-1 et R.516-2 ;
- Vu** le code de justice administrative, notamment son article R.421-1 ;
- Vu** les articles L.518-2 alinéa 2, L.518-17 et suivants du code monétaire et financier ;
- Vu** le décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 portant diverses dispositions d'application de la loi industrie verte et de simplification en matière d'environnement, notamment son article 64 ;
- Vu** l'arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté du 28 juin 2021 fixant le taux et les modalités de calcul de rémunération des sommes consignées à la Caisse des dépôts et consignations ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 15-192 en date du 24 avril 1991 modifié autorisant par la société KIMBERLY-CLARK, à exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement sur le site de la ZAC de Villey-Saint-Etienne sur le territoire de la commune de Villey-Saint-Etienne ;
- Vu** le titre 2 de l'arrêté préfectoral n° 2014/0030 en date du 24 juillet 2014 ayant prescrit à la société KIMBERLY-CLARK l'obligation de constituer des garanties financières d'un montant de 268 439 € (deux cent soixante-huit mille quatre cent trente-neuf euros) ;
- Vu** le récépissé de consignation remis par la Caisse des dépôts et consignations attestant de la constitution de garanties financières sur la base d'une consignation ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées référencé AT/AN/2419_2024 en date du 31 octobre 2024 ;

Considérant la demande 02 avril 2024 de société KIMBERLY-CLARK sollicitant la déconsignation du montant de ses garanties financières constituées auprès de la Caisse des dépôts et consignations ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

Article 1 : Contexte

L'article 64 du décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 abroge l'obligation de constituer des garanties financières dites du 5° de l'article R.516-1 du Code de l'environnement.

Conformément à l'article 3 de l'arrêté du 31 juillet 2012, à la demande de la société KIMBERLY-CLARK, la somme constituée sous la forme de garanties financières relevant du 5° de l'article R. 516-1 et ses intérêts produits sont déconsignés par le service des consignations ou le pôle de gestion des consignations territorialement compétent.

Article 2 : Montant de la déconsignation

Il est ordonné la déconsignation de la somme de 268 439 € (deux cent soixante-huit mille quatre cent trente-neuf euros), augmentée des intérêts de consignation produits.

La Caisse des dépôts et consignations déconsigne au moyen d'un virement ladite somme à la société KIMBERLY-CLARK, sur présentation de toute pièce justificative permettant de s'assurer de l'identité et de la qualité du demandeur.

Article 3 : Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1° une copie du présent arrêté sera déposé en mairie de Villey-Saint-Etienne et pourra être consultée par toute personne intéressée ;

2° un extrait de cet arrêté sera affiché dans la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois et sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pour une durée de quatre mois en application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement.

Article 4 : Voies et délais de recours

En application de l'article L.514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au Tribunal administratif de Nancy :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la présente décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 5 : Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur régional des finances publiques de la région Auvergne-Rhône-Alpes et du département du Rhône, le maire de Villey-Saint-Etienne et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société Kimberly Clark

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le sous-préfet de Toul

Nancy le 02 DEC. 2024

Le Préfet,



Françoise SOULIMAN